



SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Tél. 032 59 761 62 Email : sefafi@gmail.com

Le pouvoir, au service de qui ?

Depuis 1960, Madagascar cherche son chemin. Tandis que d'autres pays, au profil comparable, accèdent à des niveaux de développement enviable, les conditions de vie dans la Grande Île ne cessent de se dégrader. Victime impuissante, la population n'a d'autre solution que de se révolter périodiquement contre une classe politique qui la paupérise et qui la méprise, sans jamais se remettre en question elle-même. Car ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui l'étaient déjà sous les régimes précédents, et ceux qui n'y sont plus ne songent qu'à reprendre leur place perdue...

Depuis 15 ans, l'Observatoire de la vie publique (SeFaFi) dénonce les dysfonctionnements et les aberrations de la gouvernance du pays. Mais les dirigeants successifs s'évertuent à ignorer les conseils et les mises en garde de la société civile. Au-delà des péripéties qui scandalisent les citoyens et ternissent l'image du pays au sein de la communauté internationale, la question demeure : pourquoi cet aveuglement et cette surdité des dirigeants successifs, et pourquoi leur incapacité à prendre la mesure du réel autant que les décisions qui s'imposent ?

La théorie

Tout le monde le sait, sauf nos dirigeants : s'engager en politique, c'est vouloir le bien commun du pays et de ses habitants. Voilà pourquoi la collectivité confie le pouvoir à des représentants chargés d'agir en son nom pour le bien de tous : le *fokonolona* au chef de *fokontany*, la commune au maire, la région ou la province à leurs dirigeants respectifs, et le pays entier au président de la République et au gouvernement. Ces personnes, qui constituent ce qu'on appelle le pouvoir exécutif, ont la responsabilité de réaliser les promesses grâce auxquelles elles ont été élues, et de prendre les décisions au nom des citoyens. Elles sont également tenues de rendre des comptes à leurs électeurs et à l'ensemble des administrés, en respectant le principe de la redevabilité. Chacun se doit d'assumer ses responsabilités à son niveau, de sorte qu'il est aussi absurde qu'un président de *fokontany*

inaugure un barrage hydraulique, que de voir un président de la République inaugurer une école primaire ! « À chacun son métier, et les vaches seront bien gardées », dit le proverbe. Les décisions à prendre, les interventions à faire, doivent être proportionnées à l'étendue du pouvoir de chacun.

Parallèlement, d'autres responsables ont la tâche spécifique de concevoir et de voter les lois et délibérations qui régissent la vie commune des citoyens. Ils forment ce que l'on appelle le pouvoir législatif, qui concerne les conseils municipaux et les assemblées régionales ou provinciales, et plus encore les députés, dont le rôle spécifique est de faire les lois ou de les adapter à l'évolution de la société et aux besoins des citoyens. C'est dire combien sont inadaptées et ridicules les prétentions des législateurs à vouloir développer leur circonscription ou à gérer les dotations de l'État. Pour légiférer, nul besoin de 4x4 ni d'indemnités faramineuses ; par contre, leur présence à tous à l'Assemblée nationale est indispensable au bon fonctionnement du pouvoir législatif. Ceci étant admis, comment le citoyen peut-il accepter que seuls 18 députés (sur 151) aient voté la loi scélérate sur la communication qui, malgré ses entorses flagrantes aux libertés fondamentales, a passé avec succès le contrôle constitutionnel et est sur le point d'être promulguée par le président de la République ? Et pourquoi ces lois de Finances régulièrement adoptées à l'unanimité en moins d'une journée, sans aucune

discussion sur le fond ni un seul amendement, alors qu'il y faut des semaines et des mois de débats techniques dans les vraies démocraties ?

Enfin, le bon fonctionnement d'une société a besoin d'une instance qui juge les litiges opposant les citoyens entre eux, et les citoyens à leurs dirigeants. C'est le rôle du pouvoir judiciaire, dont la crédibilité exige qu'il soit impartial et donc indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Le juge est censé dire le droit et décider en conformité avec la loi (et avec la Constitution pour le juge constitutionnel), en conscience, refusant toute interférence politique et toute incitation financière ou autre. Alors seulement la justice deviendra crédible pour la population. Cet objectif est trop souvent bafoué, et publiquement, par les magistrats eux-mêmes.

Si ces conditions sont réunies, ou du moins si les uns et les autres s'efforcent de les réunir, le pays sera sur la voie de la « démocratie », de la « bonne gouvernance » et de « l'État de droit » - autant de belles expressions désormais galvaudées, à force d'être ressassées par ceux-là même qui font le contraire de ce qu'ils proclament. L'exercice du pouvoir ne s'improvise pas. Il est le fruit d'une expérience pratique et doit respecter une éthique, ainsi que les procédures et les règles qui existent.

La pratique

Loin de ces considérations théoriques, force est de constater qu'aucun des trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire n'est à la hauteur de sa tâche. Ils véhiculent chacun un même déni de réalité, un même mépris de la loi, une même indifférence aux humains et un même degré de corruption, tous unanimement dénoncés à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ces carences proviennent de l'incapacité technique de certains, d'un manque d'honnêteté intellectuelle et de courage d'agir, et de mentalités et comportements pleins d'arrogance mais profondément ancrés. C'est là que se trouve l'origine du blocage auquel le pays est confronté depuis des générations.

La première évidence qui ressort de l'exercice du pouvoir est le déni de réalité. A titre d'exemple, comment le premier responsable politique peut-il nier publiquement la réalité de la paupérisation, alors que toutes les statistiques et tous les indicateurs nationaux et internationaux nous relèguent au rang des 10 pays les plus pauvres du monde ? Comment peut-on relativiser le *kere* dans le Sud, alors que des centaines de milliers de concitoyens sont chaque année en proie aux affres de la faim ? Comment peut-on laisser se développer, au-delà des vols de zébus et des massacres auxquels ils donnent lieu, une insécurité de plus en plus

meurtrière pour la population, dans les villes comme dans les campagnes ?

Cette incapacité à prendre la mesure des choses et à vouloir résoudre au plus vite les situations les plus dramatiques a pour contrepartie des comportements aussi déphasés que scandaleux. Faire étalage public d'un style de vie indécent et provocateur pour la misère ambiante, témoigne d'une grave indifférence, voire d'un mépris intolérable, à l'égard de ses concitoyens. On songe aux incessants voyages en avion privé ou en première classe, aux fêtes somptueuses et aux habits de luxe, aux réceptions qui se succèdent dans les meilleurs hôtels, aux cortèges de 4x4 flambant neufs, vitres teintées, sirènes hurlantes et service d'ordre arrogant qui humilie l'automobiliste et se moque du code de la route. Ce faisant, le pouvoir asservit le peuple, alors qu'il est tenu de le servir.

Les hommes politiques en charge du bien commun sont élus sur un programme qui légitime leur pouvoir, et donc sur leurs promesses électorales. Citons, en vrac, la fin du délestage en trois mois, la réfection de la route Ambilobe-Vohémar, la solution aux problèmes des universités, la transparence de l'information et l'ouverture à tous des médias publics, etc. Le refus d'honorer la parole donnée enlève toute crédibilité à la classe politique. Il ne suffit pas de répéter à satiété qu'on a été élu (avec quel pourcentage de l'ensemble des citoyens ?) pour garder une légitimité formelle de gouvernant : un élu qui ne respecte pas ses promesses se dé-légitime lui-même, et fragilise son pouvoir. Un employeur est en droit de licencier un ouvrier qui ne fait pas son travail, un contrat dont les clauses ne sont pas respectées peut être rompu ; les politiciens seraient-ils les seuls à n'avoir pas à rendre compte de leurs actes, au prétexte qu'ils sont élus sur des promesses ?

Enfin, la pratique politique témoigne du mépris constant de la loi, alors que la loi est censée être « la même pour tous ». Nul n'est au-dessus de la loi, dit-on - sauf la classe politique. À preuve, l'impunité est garantie aux tenants du pouvoir et à leur entourage, à tous les niveaux. Aucun dirigeant n'a jamais été condamné pour détournement de fonds publics, pour abus de pouvoir, pour trafic de bois précieux, pour accaparement illicite de terres ou pour contrat minier clandestin. Plus grave, l'absence de sanctions s'étend aux violations de la Constitution, régulièrement légitimées par la Haute Cour Constitutionnelle, ce qui les met à l'abri de toute contestation. Il en fut ainsi des articles 10 et 11 (liberté d'expression et droit à l'information), 41 (déclaration de patrimoine), 50 (empêchement du président de la République), 54 (nomination du Premier ministre) ou 72 (mandat impératif des députés). Cette impunité affichée et revendiquée, dont témoigne de manière scandaleuse la *Feuille de route* de 2011, constitue une des principales raisons de la profonde rupture entre la classe politique et l'opinion publique.

Que faire ?

La gravité de la situation présente n'échappe à personne – si ce n'est peut-être aux politiciens qui vivent hors du réel. Les signaux d'alarme se multiplient, venant de tous les horizons de la société civile. Pour autant, faut-il en revenir à une nouvelle Transition, convoquer une nouvelle concertation nationale aussi peu représentative et aussi ouvertement manipulée que les précédentes, et bricoler une nouvelle constitution ? Ces propositions émanant de politiciens au rencart ou d'ambitieux qui n'osent se déclarer, ne résoudront rien. Au pire, elles achèveront de déconsidérer le pouvoir, au mieux, elles feront revenir les mêmes...

La solution n'est plus aux paroles, elle est aux actes. *Asa fa tsy kabary (acta non verba)* aimait à répéter le président Tsiranana. Ce temps est venu, mais en rejetant la méthode du ministère de l'Éducation nationale qui, pour éradiquer la corruption (il est la 3^e

institution la plus corrompue, déclarait récemment le BIANCO), imagine d'introduire des cours contre la corruption dans les programmes scolaires. Ce seraient donc les enseignants corrompus qui enseigneraient cette matière, et les cadres corrompus du ministère qui en cautionneraient l'application !

Le moment est arrivé de faire le point sur la première moitié du mandat présidentiel, qui est aussi le premier mandat de la IV^e République. En attendant, il est urgent de mettre en place la HCJ (Haute cour de justice), le Tribunal en charge de bois précieux, et un tribunal anti-corruption impartial, aux membres indépendants et totalement libres de mener leurs investigations sur tous les cas. Et, surtout, de commencer par sanctionner les corrompus les plus notoires...

Antananarivo, 20 août 2016

SEHATRA FANARAHAMASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Tél. 032 59 761 62 Email : sefafi@gmail.com

SeFaFi

Observatoire de la vie publique
Madagascar
www.madagate.org



Ny fahefana, hiasa ho an'iza ?

Efa hatramin'ny 1960 i Madagasikara no nitady izay lalan-kizorany. Raha mampitsiriritra ny dingana ho an'ny fandrosoana vitan'ny firenena nitovy lenta taminy, ny fari-piainana eto amin'ny Nosy kosa dia tsy mitsaha-mikororosy fahana. Mizaka ny tsy eran'ny aina ny mponina nefa tsy afa-manoatra fa dia ny mikomy ombieny ombieny amin'ny mpanao politika sisa vahaolana hitany, ireo no mampahantra sy manasihosy azy ary tsy mba mihevi-tena ho diso na oviana na oviana. Ny mpitondra ankehitriny mantsy dia efa teo ihany tamin'ny fitondrana teo aloha, ary ireo tsy tafaverina intsony dia tsy manan-tsaina afa-tsy ny hiverina eo amin'ilay seza nanalana azy...

Efa 15 taona izay ny SeFaFi no namotsipotsitra ny mikorontana sy ny tsy mandeha amin'izay laoniny eo amin'ny fitantanana ny firenena. Saingy mikiry biby hatrany ireo mpitondra nifandimby tsy hiraharaha ny torohevitra sy ny fampitandremana avy amin'ny fiarahamonim-pirenena. Ankoatra ny raharaha manafintohina ny olom-pirenena sady manimba ny endriky ny firenena eo imason'ny fiarahamonina iraisam-pirenena, dia mbola mipetraka

foana ny fanontaniana : nahoana àry no tsy te hahalala sy be marenina ny mpitondra nifanesy, ary nahoana izy no tsy naharefy ny zavamisy ka naka izay fanapahan-kevitra tokony ho noraisina ?

Ny paika

Mahalala an'izao daholo ny olon-drehetra, afa-tsy ny mpitondra antsika ihany : matoa mirotsaka amin'ny politika dia satria mikatsaka ny soa iombonana ho an'ny firenena. Izany no antony nanoloran'ny fokonolona ny fahefana any amina solontena natao hiasa amin'ny anarany ho fanasoavana ny rehetra : ny fokonolona any amin'ny sefo fokontany, ny kaomina any amin'ny ben'ny tanàna, ny faritra na ny faritany any amin'ny mpitondra azy isan-tokony, ary ny firenena manontolo any amin'ny filohan'ny Repoblika sy ny governemanta. Ireny olona ireny no mandrafitra ny antsoina hoe fahefana mpanatanteraka, ary izy no miandraikitra ny fanatanterahana ny fampanantenana nahatonga ny olona hifidy azy, izy no manapaka hevitra amin'ny anaran'ny olom-pirenena. Tsy maintsy mitatitra ny zava-bitany any amin'ny mpifidy azy sy ny olona rehetra entiny koa izy ka manaja ny fotokevitry ny tamberin'andraikitra. Tsy maintsy samy manatontosa ny andraikiny eo amin'izay ambaratonga misy azy avy ny tsirairay fa samy mampihomehy daholo na ny prezidàm-pokontany mitokana tohadrano na ny prezidàn'ny Repoblika mitokana sekoly fanabeazana fototra !

«

Ny omby no tsara ambina, ny tsirairay no samy manao ny tandrifiny avy

»

, hoy ny ohabolana. Ny hevitra tapahina, ny fitenenana raisina, dia samy tsy maintsy mifandanja amin'ny haben'ny fahefan'ny tsirairay.

Etsy an-daniny, misy tompon'andraikitra hafa misahana manokana ny fiheverana sy fandanianana ny lalàna sy ny hevitra mitantana ny fiaraha-miainan'ny olom-pirenena. Ireo no antsoina hoe fahefana mpanao lalàna, voakasik'izany ny mpanolotsainan'ny tanàna, ny solontenam-paritra na faritany, ary indrindra moa fa ny solombavambahoaka izay voatondro manokana hanao lalàna na hampifandrindra azy amin'ny fivoaran'ny fiarahamonina sy ny filàn'ny olom-pirenena. Izany dia mba hilazana fa tena tsy mifanaraka sy « mampihomehy » mihitsy ny hambon'ny mpanao lalàna misisika hampivoatra ny boriborintany misy azy na hitantana ny vola nomen'ny Fanjakana. Tsy hita izay hilàna 4x4 sy tambinkarama tsy toko tsy firohana raha hanao lalàna ; fa ny tena tsy azo ialàna kosa dia ny fahatongavan'izy rehetra ao amin'ny Antenimieram-pirenena mba hampandeha tsara ny fahefana mpanao lalàna. Raha izany àry no izy, ahoana moa no haneken'ny olom-pirenena fa solombavambahoaka 18 monja (amin'ny 151) no nandany ilay lalàna tsy vanombanona momba ny fifandraisana izay hita miharihary izao fa manitsakitsaka ny fahafahana fototra, nefa dia afaka soa aman-tsara tamin'ny fitiliana na manaraka ny lalàmpanorenana na tsia, ka efa kely sisa dia havoakan'ny filohan'ny Repoblika ho manan-kery ? Ary ahoana koa ireny lalàna momba ny Tetibola ireny izay lany tsy misy

mitsipaka, tsy ao anatin'ny indray andro manontolo akory, tsy niadian-kevitra kely akory ny votoatiny, tsy nasiam-panitsiana na iray aza, nefa any amin'ny tany tena demokratika dia mila herinandro maro sy volana maro ny adihevitra teknika momba azy ?

Ary farany, ny fampandehanana tsara ny fiarahamonina dia mila fahefana hitsara ny fifanolanana eo amin'ny samy olom-pirenena ary eo amin'ny olom-pirenena sy ny mpitondra azy. Io no andraikity ny fahefana mpitsara ; ary mba hahamasin-teny azy dia tsy maintsy tsy mitanila izy ka noho izany mahaleo tena eo anatrehan'ny fahefana mpanatanteraka sy mpanao lalàna. Ny mpitsara dia natao hampahafantatra ny lalàna ary handray fanapahan-kevitra mifanaraka amin'ny lalàna (amin'ny Lalàmpanorenana ho an'ny mpitsara momba ny lalàmpanorenana), baikoin'ny feon'ny fieritreretany, mandà izay mety ho fitsabatsabahana politika rehetra sy ny fanangolena ara-bola na zavatra hafa. Amin'izay ihany vao ho masin-teny amin'ny vahoaka ny fitsarana matetika loatra no voahitsakitsaka io fenitra io, an-karihary izao, ary ry zareo mpitsara mihitsy no mahavita izany.

Raha feno ireo fepetra ireo, na fara fahakeliny raha samy miezaka daholo ny andaniny sy ankilany hanao izay hahafeno azy, dia ho roso eo amin'ny lalan'ny « demokrasia » ny firenena, ny « tsara tantana » sy ny « Fanjakana tan-dalàna » – fiteny tsara rafitra zary very hasina noho izy tsy an-kijanona no averim-berin'ireo mpitari-bato vilam-bava indrindra indrindra. Tsy vita tsy misy fiomanana ny fizakam-pahefana. Ny traikefa teo am-panaovana azy no ahazoana azy, ary tsy maintsy hajaina ny etika sy ny soridalana ary ny fitsipika izay iainana.

Ny fampiharana

Lavitra dia lavitra ireny paika ireny, tsy afaka ny tsy hiaiky fa samy tsy misy mahasahana ny andraikiny na ny fahefana mpanatanteraka, na ny mpanao lalàna, na ny fitsarana. Ny abaribarin'izy rehetra dia ny fandavana ny zava-misy, samy manitsakitsaka ny lalàna izy, samy tsy miraharaha ny olona, samy milona amin'ny kolikoly, samy voampanga daholo na eto an-toerana na any ivelany. Io tsy fahombiazana io dia avy amin'ny tsy fahaizana ara-teknika ho an'ny sasany, avy amin'ny tsy fisian'ny fijoroana amin'ny tena hevitra ny tena sy ny herimpo hiasa, ary avy amin'ny fisainana sy fihetsika feno avona ary lalim-paka. Ao anatin'izany ny niavian'ny mampihitsoka ny firenena efa an-taonany maro be.

Ny mibaribary voalohany eo amin'ny fizakana ny fahefana dia ny fandavana ny zava-misy. Ohatra fotsiny, ahoana moa no ahasahian'ny tompon'andraikitra politika mandà imasom-bahoaka fa tsy misy ny fahantrana, nefa ny antontan'isa rehetra ary ny

mari-pamantarana rehetra na avy eto an-toerana na avy any ivelany dia samy mandefa antsika any amin'ny laharan'ny firenena 10 faran'izay mahantra indrindra eto an-tany ? Nahoana no mbola ihambahambana ihany ny kere any Atsimo, nefa an'aliny maro ny olom-pirenena any isan-taona no miaritra ny ngidin'ny hanoanana ? Nahoana no avela hihombo ny tsy fandriam-pahalemana miharo vonoana olona na eny an-tanàn-dehibe na any ambanivohitra, ankoatra ny halatra omby sy ny vonoana olona aterany ?

Tsy hainy ny nandray ny fepetra mifandraika amin'ny zava-misy, tsy vitany ny niezaka hamaha faran'izay haingana ny raharaha tena mampivarahontsana, hany ka fihetsika tsy mandeha amin'ny laoniny sady manala baràka no naterak'izany. Fomba fiainana mahamenatra sy mihantsy no arantiranty ho hitan'ny vahoaka milona ao anatin'ny fahoriana, porofo izany fa tafahoatra loatra ny tsy firaharahana ny mpiray tanindrazana, tena fanivaivana tsy hay zakaina mihitsy aza no atao azy. Tsaroana eto ny fandehanana an-kisesy amin'ny fiaramanidina manokana na any amin'ny kilasy voalohany, ny lanonana andaniam-bola be sy ny fitafiana mirenty, ny fanasana tsy an-kijanona any amin'ny hotely faran'izay raitra, ny fitanjozotry ny 4x4 vaovao manjelajelatra, ny fitaratra hamaintisina, ny anjombona atatata, ary ny mpitandro ny filaminana manambony tena sy manambony ny mpitondra fiarakodia ary manao zinona ny fitsipiky ny fifamoivoizana. Ny fanaovan'ny mpitondra an'izany dia fanandevozana ny vahoaka izay tokony hotompoin'izy ireo.

Ny mpanao politika misahana ny soa iombonana dia nofidiana noho ny fandaharan'asa izay maha ara-dalàna ny fahefany, izany hoe noho ny fampanantenana nataony nandritra ny fampielezan-kevitra. Hotsindran-tsindranina : ny faran'ny delestazy ao anatin'ny telo volana, ny fanamboarana ny lalana Ambilobe-Vohimaro, ny famahana ny olan'ny oniversite, ny mangarahara eo amin'ny fampahalalam-baovao sy ny fisokafan'ny haino aman-jeri-panjakana ho an'ny rehetra, sns. Ny fandavana ny hanatanteraka ny teny nomena dia tsy mahamasin-teny intsony ny mpanao politika. Tsy vitan'ny mamerimberina tsy an-kijanona hoe voafidim-bahoaka (tamin'ny firy isan-jaton'ny olom-pirenena moa ?) ny itazomana ny maha ara-dalàna ny mpitondra : ny olom-boafidy tsy nanatontosa ny fampanantenana nataony dia manaisotra ny tenany tsy ho ao anatin'ny ara-dalàna ary manamohaka ny fahefany. Zon'ny mpampiasa ny mandroaka ny mpiasa tsy mahavita ny asany, ny fifanarahana nahitana fepetra tsy voahaja dia azo tapahina ; ny mpanao politika irery angaha no afaka tsy milaza izay zava-bitany ka ataony fialana ny hoe fampanantenana no nifidianana azy ?

Ary farany, ny fanaovana politika dia ahitana fanitsakitsahan-dalàna tsy an-kijanona, ny lalàna anefa dia tokony « hitovy ho an'ny rehetra ». Tsy misy ambonin'ny lalàna, hono – afa-tsy ny mpanao politika. Porofon'izany, azo antoka fa tsy maty manota ny manana fahefana amin'ny ambaratongany isan-tokony, omban'ny olona tsy an-kanavaka manodidina azy. Tsy mbola nisy hatrizay mpitondra na iray aza ka voaheloka noho izy nanodinkodina volam-bahoaka, na nanararao-pahefana, na nanondrana an-tsokosoko hazo sarobidy, nangorona tsy ara-dalàna

velaran-tany na nanao fifanarahana fitrandrahana harena an-kibon-tany an-tsokosoko. Mbola loza lavitra noho izany, mitatra hatrany amin'ny fanitsakitsahana ny Lalàmpanorenana, ambaran'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana hatrany hatrany fa ara-dalàna, ny tsy fisian'ny sazy, ka voaaro tsara amin'ny fanoherana mety hitranga ny mpitondra. Toy izany izao ny momba ny andininy 10 sy 11 (fahalalahan'ny fanehoan-kevitra sy zo hahazo vaovao), 41 (fanambaram-pananana), 50 (fampiatoana ny prezidàn'ny Repoblika), 54 (fanendrena ny praiminisitra) na 72 (ny solombavambahoaka tsy maintsy manaraka ny baikon'ny antoko nandaniana azy mandritra ny fe-potona iasany). Aharihary sy takiana ny ho tsy maty manota, manafintohina ny fijoroana ho vavolombelona amin'izany nataon'ny

Tondro zotra tamin'ny

2011, izany no anisan'ny antony lehibe nandavaka ny hantsana mampisaraka ny mpanao politika amin'ny fiheveran'ny vahoaka.

Inona àry no hatao?

Tsy miafina na amin'iza na iza fa tena mampatahotra ny toe-draharaha ankehitriny – afa-tsy amin'ny mpanao politika izay mivelona any ivelan'ny zava-misy ihany angamba. Mitombo isa ny lakolosy fampitandremana, avy amin'ny fiarahamonim-pirenena manerana ny vazantany rehetra. Na izany aza, moa ve mbola tokony hiverina hanao Tetezamita vaovao indray, hiantso fiaraha-midini-pirenena tsy mahasolo tena akory ny mponina sady miharihary fa fitaovam-piasana fotsiny toy ny teo aloha ihany, ary hanao tefy maika Lalàmpanorenana vaovao ? Ireny tolo-kevitra avy amin'ny mpanao politika efa nailika na avy amin'ny matim-boninahitra tsy sahy miseho masoandro ireny dia tsy hahavaha na inona na inona. Ny ho ratsy indrindra dia mainka koa ireny hamono hasina tanteraka ny fitondrana ary ny ho tsara indrindra dia ireny no hamerina ireo efa teo ihany...

Tsy ny resaka intsony izao no vahaolana fa ny asa. *Asa fa tsy kabary (acta non verba)*, tian'ny prezidà Tsiranana ery ny namerimberina izany. Tonga izao io fotoana io, saingy tsy maintsy lavina ny fomba fiasa natolotry ny minisiteran'ny Fanabeazam-pirenena. Mba hamongorana hatramin'ny fakany ny kolikoly mantsy (satria izy no andrim-panjakana fahatelo faran'izay mpanao kolikoly, araka ny voalazan'ny BIANCO vao tsy ela akory izay) dia eritreretiny ny hampiditra any anaty fandaharam-pianarana ny lesona momba ny fanoherana ny kolikoly. Izany hoe mpampianatra mpanao kolikoly izany no hampianatra an'io taranja io, ary ny mpiasa ambony any amin'ny minisitera no hiantoka ny fampiharana azy !

Tonga izao ny fotoana handrefesana izay vita nandritra ny tapany voalohany tamin'ny fe-potoana niasan'ny filohan'ny Repoblika, sady fe-potoana voalohany ho an'ny Repoblika faha-IV. Eo am-piandrasana an'izany dia tsy azo ampiandrasina intsony ny fananganana ny

Fitsarana ny olona ambony (Haute cour de Justice), ny Tribonaly misahana ny hazo sarobidy, ary ny tribonaly miady amin'ny kolikoly tsy mitanila, hahaleo tena ny mpikambana ao ary ho afaka tanteraka hanao fanadihadiana mikasika ny raharaha rehetra. Ary, indrindra indrindra, atomboka amin'ny fanasaziana ireo mpanao kolikoly efa fanta-bahoaka.

Antananarivo, 20 aogositra 2016